

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS

1973 BD DE LA DEFENSE
92000 Nanterre

Références : 20231218_RAP_VinciConstruction_Tierces-v3
Code AIOT : 0003202711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS implanté au lieu-dit "Les Tierces" à Villarodin-Bourget (73 500). L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site des Tierces, constitutif des installations concourant aux travaux de percement du tunnel de base du Lyon-Turin, est une installation classée pour la protection de l'environnement qui a été mise progressivement en exploitation depuis le printemps 2023. La présente inspection s'inscrit dans le cadre du PPC (Plan de Contrôle Pluri-annuel) de l'année 2023, et vise à recoller l'arrêté préfectoral pris en 2022 qui est venu enregistrer ces installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS
- Lieu-dit "Les Tierces" 73500 Villarodin-Bourget
- Code AIOT : 0003202711
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Tierces est situé en rive gauche de l'Arc et s'inscrit en vis-à-vis de la plateforme dite « du Moulin », sur la commune de Villarodin- Bourget/ Modane, à laquelle il est relié par une bande

transporteuse suspendue au-dessus de l'Arc.

Le site des Tierces participe au traitement des matériaux issus des travaux d'excavations du chantier de liaison ferroviaire Lyon-Turin, pour la section réalisée entre la descenderie et Villarodin-Bourget/ Modane jusqu'à la frontière italienne. Il est dédié au stockage des déchets inertes non valorisables. Compte tenu des problèmes logistiques associés à la plateforme du Moulin, qui est exploitée dans un secteur très contraint en termes d'espace, la partie est du site des Tierces accueille également une station de transit des matériaux d'excavation.

Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pris au bénéfice de TELT le 16 novembre 2022. Par courrier du 22 février 2023, l'exploitant a sollicité :

- une modification du planning prévisionnel et du plan de phasage de mise en dépôt sur le site,
- une modification de la qualité physico-chimique des matériaux d'excavation mis en dépôt en rapport avec les éléments et résultats d'essais présentés dans le dossier initial.

Ces modifications sont prévues dans le cadre du périmètre du CO 5a ; il a été donné acte de ces modifications par courrier du 3 mars 2023, précisant qu'une mise à jour l'étude spécifique sur le stockage des matériaux sulfatés, garantissant l'absence d'impact significatif sur les eaux souterraines et superficielles du secteur, serait attendue en complément de celle statuant sur la stabilité géotechnique du dépôt, en cohérence avec la nature actualisée des matériaux d'excavation et les modalités nouvelles de stockage.

Par télédéclaration du 30 mars 2023, la société VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS, membre du groupement LYTO, a procédé à un changement d'exploitant de ces installations, dont le transfert est considéré comme effectif depuis le 1er avril 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Outre la situation administrative du site, la visite d'inspection a eu pour objet de vérifier le respect du plan de gestion des terres associé à l'exploitation du site et aux stockages temporaire de matériaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Réaménagement du site après exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 33	Lettre de suite préfectorale	5 mois
5	Conformité au dossier/ Stockage cutting	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1.4	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Conformité au dossier/ stabilité de la station de transit	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-68	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 13-I	Sans objet
3	Émissions Dans L'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet
6	Conformité au dossier/ Analyses MATEX	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont apparues correctement exploitées. Le sens de circulations des matériaux sur la plateforme est clair. L'exploitant est apparu en bonne maîtrise des différents suivi effectué sur les indicateurs environnementaux.

Il est demandé à l'exploitant :

- de couvrir le stockage des cutting et boues de curage de la centrale à béton,
- de fournir des éléments sur le contrôle de sa station de transit, en matière de stabilité ;

Sa vigilance est par ailleurs attirée sur les merlons de terres végétales qui doivent être mieux régérés, pour garantir qu'une trop grande hauteur des stockages constitués ne puisse venir dégrader les capacités agropédologique de ces terres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-68
Thème(s) : Situation administrative, Nouvel exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf » dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée « soumises à enregistrement ou à déclaration » change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : L'exploitant au jour du contrôle, la société VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS, membre du groupement LYTO, a correctement procédé au changement d'exploitant requis, par transmission du cerfa n°15273*03 daté du 30/03/2023.
Observations : Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour chacune des deux rubriques 2517 (station de transit) et 2760 (ISDI). La télédéclaration faite (Preuve de dépôt A-3-U73A1NRE) n'a – elle – pas été jugée recevable, compte tenu qu'elle portait uniquement sur une station de transit soumise à simple déclaration sous la rubrique 2517, installation qui n'est pas exploitée à ce régime sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 13-I
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages, rétention et confinement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.
Constats : Un stockage d'Ad-Blue a été constaté, sur une surface étanche, mais en dehors d'une rétention. Selon sa Fiche de Données de Sécurité (FDS), l'Ad-Blue au 2/3 d'eau purifiée et 1/3 d'urée et "il ne présente pas de danger pour l'environnement. Aucune atteinte à l'environnement n'est connue ou prévisible dans les conditions normales d'utilisation". Dans ces conditions, sa présence en dehors d'une rétention spécifique ne constitue pas une non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions Dans L'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, transmission annuelle
Prescription contrôlée : Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m ² / j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.
Constats : L'exploitant suit les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation, s'assurant qu'ils ne dépassent pas 200 mg/ m ² / j (en moyenne annuelle) à chacun des emplacements suivis. Compte tenu du démarrage de l'exploitation en 2023, l'exploitant n'a pas encore adressé ce suivi un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement. Une telle transmission sera attendue au premier trimestre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réaménagement du site après exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage terre végétale
Prescription contrôlée : Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modèle permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site. Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager. L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.
Constats : Les stockages de terres végétales visibles sur le site sont constitués sur des hauteurs atteignant ou excédant régulièrement les 5 mètres. Cette hauteur est susceptible de dégrader la vie bactérienne en pied de stockage et d'affecter défavorablement les qualités agropédologiques de ces terres.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de respecter des hauteurs de stockage de 2,5 mètre au maximum pour les terres végétales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Conformité au dossier/ Stockage cutting

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des matériaux
Prescription contrôlée : Plan de Gestion des Matériaux du 17/05/2022 4.5 Injections Avrieux Selon les éléments fournis par la MOE dans son mail du 13 mai 2022, faisant suite à une réunion entre TELT et MOE : « L'administration considère les cuttings et boues issues des injections d'Avrieux comme soumis au code déchets de l'annexe 1 (liste positive) ». [...] Les éléments transmis par mail par la MOE le 13/05/2022 sont les suivants : « Les curages issus de la centrale à béton et retours bétons de VBM comme soumis au code déchets de l'annexe 1, peuvent être mis en dépôt sur zone étanche au niveau de la PF Moulin (zone à définir) avant envoi sur Tierces, habilité à recevoir ce type de matériaux, par camions ou convoyeur. La réalisation de la zone étanche (nécessaire car relargage de chrome) est laissée libre à l'appréciation de LYTO et de la MOE (dalle béton ou géomembrane acceptée). »
Constats : Les conditions de stockage des cuttings et boues issues des injections d'Avrieux, ainsi que des curages issus de la centrale à béton, a pu être évalué : <ul style="list-style-type: none">• Une géomembrane a bien été positionnée sous ces stockages, pour les séparer physiquement du reste de dépôt dans l'attente de leur mise en œuvre définitive, dans une zone drainée qui limitera leur lixiviation;• Cependant, aucune bâche ne les protège des eaux pluviales, qui sont susceptibles de les lixivier et d'entraîner d'éventuels polluant (dont : Chrome) dans les sols.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de couvrir ce stockage, dans un délai n'excédant pas 2 semaines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Conformité au dossier/ Analyses MATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques physico-chimiques des déchets stockés
Prescription contrôlée : Ils [Les déblais issus du marinage] sont dispensés de la procédure d'acceptation préalable prescrite à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et qui impose la réalisation d'analyses chimiques (test de lixiviation) afin de vérifier la conformité aux valeurs limites des paramètres définis en annexe II de cet arrêté ministériel. Pour autant, afin de préciser les caractéristiques physico-chimiques de ces déchets, des analyses seront réalisées a minima pour chaque lot homogène de 15 000 m ³ de matériaux excavés, ainsi que lors de tout changement de faciès.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a été en mesure d'attester de la bonne réalisation des analyses sur les matériaux ; il lui a été demandé de formaliser ses résultats dans un tableau unique, qui puissent donner une meilleure lisibilité d'éventuels dépassement par paramètres. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis ce tableau par courriel du 29/11/2023. Il en ressort : <ul style="list-style-type: none">- que les analyses sont bien conduites pour des lots d'à minima 15 000 m³ de matériaux excavés,- que ces lots sont repérés géographiquement lors de leur mise en dépôt.
Observations : Les analyses physico-chimiques sont conduites à des fins de connaissances du dépôt plutôt que d'acceptation ; les matériaux stockés étant naturels, ils sont donc admissibles au titre du code déchet 17 05 04 "Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse" et ceci, sans procédure préalable d'acceptation. Certains prélèvements témoignent cependant de teneurs significatives, notamment pour les prélèvements PackISDI4 et 5, sur le critère Sulfate (9100 et 11000 mg/kg MS) et PackISDI6 sur le critère Antimoine (0,43 mg/kg). Compte tenu des massifs géologiques traversés, les teneurs élevées en sulfates étaient attendus et, au-delà de leur admission qui reste acquise (code déchet 17 05 04), présentent un risque modéré d'impact significatif sur les eaux souterraines et superficielles du secteur comme encadré par l'étude spécifique présentée en annexe 6 du dossier de demande initial, qui tiens compte du principe retenu pour la mise en dépôt et le stockage des matériaux sulfatés sur le site. Pour les valeurs détectées en Antimoine, il appartient à l'exploitant d'investiguer par la réalisation de prélèvements additionnels sur la maille concernée, pour vérifier si de telles teneurs restent très locales ou, au contraire, sont représentatives d'une maille qui pourrait être jugée « non-inerte » ; dans ce cas, un décaissement de la maille concernée et son évacuation vers une filière dédiée (p. ex: déchets non dangereux, non inertes) devra être envisagée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité au dossier/ stabilité de la station de transit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 3
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie, en tant que de besoin, toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : Les dimensions et les pentes des talus de la station de transit sont importants. Il a été demandé à l'exploitant de fournir des éléments géotechniques sur ce stockage temporaire afin d'attester de sa stabilité et de garantir l'absence de risque de rupture des talus et de glissement du stock en dehors du site. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fourni une telle étude (note intermédiaire – remblai des tierces/ stabilité provisoire, réf. 05A_ST07_OZ_C_NC_GE_0202_C_BPE-EXE TIERCES G3). Les conclusions de cette étude sont les suivantes : La géométrie du remblai provisoire de MATEX devra être conçue en prenant en compte les contraintes géotechniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Hauteur maximum de 24 m ;- Pente maximum de 29.7° en pied des talus ;- Distance minimum de 26 m entre le pied de talus et la rupture de pente ;- Surcharge de chantier de maximum 10 kPa à minimum 1 m de la tête de talus. La géométrie du remblai provisoire de déblais archéologiques devra être conçue en prenant en compte les contraintes géotechniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Hauteur maximum de 7 m ;- Pente maximum de talus de 3H/2V ;- Distance minimum de 6 m entre le pied de talus et la rupture de pente. Or, les constats faits sur site semblent indiquer que le remblai MATEX dispose d'une pente en pied de talus plus proche des 37° que des 29,7° (voir photo en annexe).
Observations : La note préconisant que les opérations de terrassement et de fondations de cet ouvrage temporaire fasse l'objet d'un contrôle par un ingénieur géotechnicien, afin de s'assurer que les dispositions constructives et les règles de l'art soient respectées, il est formellement demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de contrôle d'un ingénieur géotechnicien sur cet ouvrage, en lien avec les éléments supra (<i>hauteur, pente, distance entre le pied de talus et la rupture de pente</i>),• en cas d'écart avéré, une proposition de l'exploitant sur l'échéancier associé aux opérations de remise en conformité de la géométrie du dépôt, dans un délai total qui n'excédera pas 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Annexe photographique

Communiqué au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier/ Stockage cutting
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1.4



Stockage des cutting et boues de curage CAB (bâche présente)

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier/ Stabilité de la station de transit
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 3

